

**Les dernières informations concernant les
négociations salariales tournent court :
Lors du deuxième rendez-vous, les organisations syndicales
quittent la séance.**

**Déclaration intersyndicale
CFDT, CFTC, CGC, CGT, FO, FSU, SOLIDAIRES, UNSA**

Lors du deuxième rendez-vous salarial dont les conditions ne correspondent pas à celles d'une réelle négociation ni sur le fond ni sur la forme, les organisations ont exprimé leur colère et celle des agents publics dans un contexte : **de perte de pouvoir d'achat, d'aggravation des conditions de travail, de suppressions massives d'emplois et de « réforme » des retraites.**

Elles ont refusé que les salariés du public comme du privé paient le prix fort d'une crise dont ils ne sont pas responsables.

Elles ont réaffirmé ensemble que la valeur du point d'indice est l'élément central et prioritaire en matière salariale dans la fonction publique.

Elles ont rappelé également que des mesures, permettant de combler les pertes des années antérieures et de garantir au minimum le pouvoir d'achat pour les années à venir, sont indispensables. **Les organisations ont à nouveau exigé que s'ouvrent de véritables négociations prioritairement sur la valeur du point d'indice.**

Le Ministre n'a pas apporté de réponse satisfaisante aux demandes des organisations sur cette question.

Il n'a pas pu revenir sur l'engagement pris en 2008, il s'est contenté de confirmer l'augmentation de 0,5% au 1er juillet 2010.

Le gouvernement évite l'annonce d'un gel des salaires des agents de la Fonction publique pour les années 2012/2013. Il annonce par contre le gel de leur salaire pour l'année 2011. Les années 2012 et 2013 étant renvoyées à d'hypothétiques rencontres d'ores et déjà placées sous de sombres auspices.

Considérant qu'il ne s'agissait pas de négociations salariales ; les organisations syndicales ont à nouveau quitté la séance.

Nos organisations, CFDT, CFTC, CGC, CGT, FO, FSU, SOLIDAIRES, UNSA estiment que pas plus que celle des retraites et de l'emploi, la page des salaires n'est tournée ce soir.

Tout au contraire elles prennent leur responsabilité et appellent, ensemble, les agents à se mobiliser.

Paris le 30 juin 2010

Réforme générale des politiques publiques (RGPP) Le gouvernement s'enlise dans une réforme uniquement comptable

Les 150 mesures annoncées par le ministre du Budget confirment les objectifs réels de la Réforme générale des politiques publiques (RGPP). **Contrairement à ce qu'indique son nom, la RGPP n'est pas un passage en revue de l'action publique à des fins de modernisation. Au contraire, elle se réduit à une restructuration administrative d'ampleur pour comprimer les coûts.**

Le gouvernement reste sourd à l'interpellation de la CFDT sur le malaise grandissant des agents et sur la dégradation de la qualité du service public. **La perte de sens de leur mission, l'addition de tâches contradictoires font naître un sentiment de désarroi chez de nombreux agents.**

Les nouvelles mesures en rajoutent ! Elles n'ont qu'un seul but : **faire des économies et supprimer 100 000 emplois d'ici 2013** dans la logique du non-remplacement d'un départ en retraite sur deux.

Pour la CFDT, **améliorer l'action publique est un objectif de justice sociale pour l'ensemble de la société.** Pour réussir ces réformes, le gouvernement doit s'engager dans un dialogue avec les organisations syndicales.

La RGPP souffre d'un déficit démocratique. L'annonce de ces mesures par le ministre du Budget comme étant uniquement une contribution au redressement des finances publiques montre que **le gouvernement a une volonté affichée de s'obstiner dans cette voie et de contourner les organisations syndicales.**

Paris le 30 juin 2010